



Christian Hartmann/Reuters

PRÉSIDENTIELLE La prétendante à l'Élysée, désignée par le parti « Les Républicains », promet de porter un projet sécuritaire, austéritaire et anti-immigration. **P. 6**

Valérie Pécresse, candidate d'une droite autoritaire et ultralibérale

LUNDI 6 DÉCEMBRE 2021 | N° 23326 | 2,40 € **l'Humanité.fr**

LE JOURNAL FONDÉ PAR JEAN JAURÈS

l'Humanité



GUADELOUPE

La vie chère au cœur de la colère

LES HABITANTS DE L'ARCHIPEL DÉNONCENT LA MAINMISE DE QUELQUES GROUPES SUR L'ÉCONOMIE. REPORTAGE. P. 4

Christophe Archambault/AFP

BELGIQUE 2,50 € - LUXEMBOURG 2,50 € - DOMS 2,70 € - ITALIE 2,80 € - ESPAGNE 2,80 € - MAROC 30 MAD

VIOLENCES FAITES AUX FEMMES

«S'il n'y a pas de sang, on ne se déplace pas»

À Montreuil, six victimes de violences conjugales révèlent l'accueil déficient du commissariat de leur ville. **P. 3**

HANDICAP

Les familles face aux carences des institutions

Reportage auprès d'une mère et son fils touchés au quotidien par le manque de personnel des maisons d'accueil. **P. 14**

CHILI

L'extrême droite pour la privatisation du cuivre

Le candidat José Antonio Kast prévoit de démanteler la Codelco, l'entreprise publique créée par Allende. **P. 16**





le confinement, on nous a demandé de le reprendre à la maison, précise sa mère. Sa vie avec ses camarades lui manquait, même s'il leur parlait en visio. » De fait, Yann fait partie des chanceux qui ont une famille très présente et capable de les prendre en charge. Mais ce n'est pas le cas de tous. « Certains ne voient quasiment jamais leur famille, d'autres n'en ont pas, souffle Chantal. C'est surtout pour eux qu'il faut se battre pour que les conditions de prises en charge s'améliorent. »

« C'est aussi pour l'avenir qu'on s'inquiète », reprend Agathe, 38 ans, la sœur de Yann. Pour l'instant mes parents sont encore jeunes et en forme. Mais ils vont vieillir, et ils auront de plus en plus de difficultés à porter Yann, à le laver, le coucher... », prédit avec lucidité la jeune mère de deux garçons de 7 et 9 ans. Il faut dire que la souffrance et la grande dépendance, Agathe les connaît bien : elle est psychologue depuis dix ans dans un service de soins palliatifs en oncologie à l'hôpital de Tours, un métier vers lequel sa situation

familiale l'a guidée. « Ce n'est pas par hasard si je fais ce travail. Depuis toute petite, grâce à mon frère, j'ai pris conscience de la nécessité vitale d'aider les humains les plus fragiles », affirme celle dont la vocation est cependant entamée par les mauvaises conditions de travail. À l'hôpital, dit-elle, « tout est désormais chronométré, selon une logique comptable imposée par des directions déconnectées des réalités et qui fait honte aux soignants autant qu'elle les fait souffrir ».

Pourtant passionnée par son métier, la jeune femme au visage angélique se dit prête à y renoncer, quand il sera temps pour elle de devenir la principale aidante de son frère. Et d'affirmer avec autant de douceur que de détermination : « Je me suis préparée à gérer matériellement et moralement la fin de vie de mes parents et la dépendance de mon frère. Ils savent que je serai là. » ●

EUGÉNIE BARBEZAT
REPORTAGE PHOTOS
SÉBASTIEN PONS/HANS LUCAS

« Partout en France, il y a une pénurie inédite de professionnels qualifiés »

Alors que la crise de la filière médico-sociale s'aggrave, l'Unapei lance une pétition pour garantir un accompagnement digne à chaque personne en situation de handicap. Son président, Luc Gateau, nous en détaille les enjeux.

Vous lancez un cri d'alarme, pourquoi ?

LUC GATEAU Partout en France, les 350 associations du réseau Unapei nous font part d'une pénurie inédite de professionnels médico-sociaux qualifiés : 120 postes vacants en Haute-Savoie, où l'Unapei 74 a dû confier plus de 150 personnes en situation de handicap à leurs proches ; 116 en Loire-Atlantique, où des bénévoles ont été mobilisés pour assurer l'aide aux repas des pensionnaires ; 53 en Savoie ; 70 dans le Rhône ; 50 dans les Hauts-de-Seine... et des alertes nous arrivent chaque jour de partout. Les professionnels sont de plus en plus nombreux à abandonner le secteur du handicap. Durant la crise du Covid, ils et elles ont fait un travail remarquable. Certains se sont même confinés avec les pensionnaires des établissements afin de limiter les risques de transmission du virus... Aujourd'hui, ces personnels sont épuisés et, surtout, ils se sentent ignorés, méprisés. Car ils n'ont pas eu droit à la revalorisation de leur rémunération comme les autres soignants dans le cadre du Ségur de la santé.

Quelles sont les conséquences de ces pénuries de personnel ?

LUC GATEAU Elles sont gravissimes, sur la qualité de l'accompagnement des personnes en situation de handicap, que ce soit en établissement ou au domicile. Quand les associations sont contraintes d'interrompre la prise en charge des personnes, ce sont les familles qui prennent le relais 7 jours sur 7 et 24 heures sur 24, augmentant encore leur isolement, leur charge mentale, leur détresse... Depuis des décennies, on fait un gros travail avec les familles pour qu'elles acceptent de confier leurs enfants, devenus adultes, à des structures adaptées, où ils peuvent avoir une vie sociale, s'émanciper à travers des activités de groupe et des sorties... Or, aujourd'hui, on renvoie ces personnes en situation de handicap chez leurs proches – quand c'est possible. Cette solution n'en est pas une : les parents

ne doivent pas devenir des aidants à plein temps. Ce serait un gros retour en arrière. Ce qui est inadmissible, c'est qu'une nouvelle fois, ce sont les personnes en situation de handicap et leurs proches qui vont payer pour les défaillances des politiques publiques en matière d'accompagnement. Où est le respect de la dignité des personnes ? Que fait-on des droits des personnes et de leurs proches ?

Qu'attendez-vous des pouvoirs publics ?

LUC GATEAU Notre pétition, qui compte à ce jour près de 75 000 signatures, est adressée à Emmanuel Macron, président de la République, Olivier Véran, ministre des Solidarités et de la Santé, Sophie Cluzel, secrétaire d'État aux Personnes handicapées, et à l'ensemble des parlementaires. L'Unapei demande d'urgence que l'engagement des professionnels en charge de l'accompagnement du handicap soit reconnu au même titre que les autres acteurs du soin. Cela ne pourra se faire sans une application stricte des mesures

d'augmentation et de revalorisation salariales du Ségur de la santé pour tous les professionnels médico-sociaux du handicap, sans inégalité de traitement, avec notamment la revalorisation nette mensuelle de 183 euros, ainsi qu'une reconnaissance réelle de ces métiers et de leurs expertises. Les professionnels médico-sociaux formés et qualifiés sont indispensables pour garantir une réelle effectivité des droits des personnes en situation de handicap : le droit à l'éducation, le droit de se nourrir, de se loger, d'avoir accès à un emploi, aux soins et de participer pleinement à la vie en société... Il s'agit d'une question qui touche tout le monde, puisque, hormis les personnes en situation de handicap, chacun est appelé un jour, en vieillissant, à être confronté à une situation de plus ou moins grande dépendance. Il faut une véritable prise de conscience et des moyens à la hauteur de ces enjeux cruciaux. ●

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR E. B.

L'Unapei est la première fédération française d'associations de représentation et de défense des intérêts des personnes handicapées mentales et de leurs familles.



Luc Gateau
Président
de l'Unapei